

# Le collectif Avenir Mijoux La Faucille interpelle les élus sur la mauvaise santé du village

**Le collectif Avenir Mijoux La Faucille a envoyé un courrier aux élus du Département, de l'Agglo, du Syndicat mixte des Monts Jura et à l'office de tourisme, pour les interpeller sur l'état de santé très critique que connaît leur village.**

Ils veulent être entendus et craignent qu'au moment de poser les grandes lignes de gestion de la station Monts Jura, le village de Mijoux ne soit négligé.

Les membres du collectif Avenir Mijoux-La Faucille, (fondé cet hiver) sont inquiets de la mauvaise période que traverse leur commune. Cet hiver, la voirie a été réduite côté remontées mécaniques. Le télésiège les Mèlèzes n'est ouvert que pendant les vacances scolaires moyennant une participation de la commune, le télésiège débutant a été fermé définitivement. Quant au télésiège Val Mijoux, qui est le cordon ombilical entre Mijoux et La Faucille, il n'est ouvert que le week-end et les vacances scolaires de février.

« Suite au rapport de la Cour des comptes, les mesures prises dans la feuille de route sont préjudiciables à l'activité économique du bas du village, qui se retrouve coupé du haut. Le bilan de cet hiver est mauvais et si ça continue, des projets de reprises de commerces pourraient tomber à l'eau », avance le collectif.

Un cercle vicieux qu'il souhaite interrompre en interpellant les élus. Eux seuls, peuvent faire quelque chose pour le village. « Notre objectif est d'être constructifs et positifs. Nous avons essayé de dialoguer et nous avons demandé à être reçus. Mais nous n'avons reçu aucune réponse à notre courrier envoyé le 5 mars », désespèrent les membres du collectif. « Tout

courrier mérite une réponse et ils en auront une. Leur lettre ne date que de ce mois-ci, ça viendra », indique le cabinet du président du Département.

## Penser la station dans son ensemble

Dominique Donzé, la présidente du SMMJ (Syndicat mixte des Monts Jura), précise : « On ne leur a pas encore apporté de réponse car on attend de faire un bilan de la saison pour pouvoir s'appuyer sur des données concrètes pour discuter. Il faut aussi rappeler que les décisions se dessinent au niveau du Département et qu'au SMMJ, notre compétence est juste l'exploitation du domaine skiable. Les efforts ne peuvent donc pas venir que de du SMMJ... »

Et le président de l'Agglo du Pays de Gex de constater : « C'est quand même une station qui rapporte en résultat de fonctionnement 5 à 6 M d'€ et qui en face reçoit 2 Md'€ de subventions. On ne peut pas dire qu'on ne fait rien. S'il n'y avait eu aucune mesure de prises jusqu'à maintenant, cette année on se poserait des questions différemment », lance Christophe Bouvier. « Aujourd'hui on se réunit pour prendre des décisions parce qu'il y aura des coûts derrière. Je suis garant des fonds des collectivités, et je ne suis pas là pour investir que sur la ville de Mijoux. Rappelons aussi que l'intercommunalité va mettre 4M d'euros sur la Faucille... »

## Un collectif qui n'a pas le soutien du maire

Pour le président de l'Agglo gessienne, les décideurs doivent impérativement adopter une politique générale sur l'ensemble de la station. « Que ça soit le



**Aujourd'hui, le village comprend une alimentation, un boucher, deux locations de ski, une bijouterie-musée, deux restaurants, un hôtel, six gîtes, trois immeubles de locations touristiques et plus 1 800 lits en résidences secondaires. Le collectif craint de voir le village se vider, et à moyen terme, perdre des services comme son école.** Archives photo Le DL/C.M.

président du Département, Jean Deguerry, le pays bellegardien ou nous-même, personne n'a envie d'oublier la vallée ! »

Toutefois, un collectif d'habitants qui monte au créneau sans son maire, traduit aussi un malaise latent. Les décideurs de l'avenir de la station en ont

conscience. Christophe Bouvier : « Ça reste un collectif. S'il doit apporter demain une pierre à l'édifice, ce sont aux élus de prendre des décisions. Il faut qu'ils se mettent d'accord au niveau de leur commune. Ils doivent s'adresser à leur mairie et réfléchir à ce qu'ils veulent faire

pour lancer une action plus large et plus lourde. »

Or à ce jour, le maire de Mijoux, Jean-Yves Lapeyrère, n'est pas un soutien du collectif qui compte plus de 200 membres, quasiment tous des habitants de son village de 350 âmes.

Catherine MELLIER

## Un comité de pilotage mis en place cette semaine au département de l'Ain

Pour dresser son plan de charge des prochaines années, le département de l'Ain qui finance le SMMJ, indique vouloir s'inscrire dans une démarche globale. Et non pas traiter chaque site séparément.

Suite au rapport accablant de la Cour des comptes, « on a établi une feuille de route au début de l'hiver et on s'y est tenue », confirme François Genest, le directeur du cabinet du président Jean Deguerry. « Sur le fond, tout le monde a conscience qu'il faut évoluer. On est convaincu du potentiel de chaque site. Sauf que notre responsabilité aujourd'hui c'est d'investir au juste coût sur ces stations. »

Justement, ce lundi 25 mars, une réunion s'est tenue au Département entre les différents repré-

sentants et élus des stations. À l'issue, un comité de pilotage a été formé pour prévoir l'avenir des stations aindinoises. « Il comprendra des élus du Pays bellegardien, de l'Agglo du Pays de Gex, d'Ain tourisme, du SMMJ et bien sûr du département. On va se rencontrer régulièrement ces prochains mois et à un moment donné, on mobilisera les acteurs socioprofessionnels des stations dans le cadre de ce comité », promet François Genest, avant de poursuivre : « D'ores et déjà, on considère que les mesures prises ont permis de faire des économies. Sans elles, le bilan de cet hiver serait pire. Aujourd'hui, il faut tirer le parti des décisions qui ont été prises. Mais dans tous les cas, on ne développera pas l'été si on n'a pas conforté le modèle de chaque site en hiver. »